



Le séisme a fait 73 000 morts au Pakistan

Selon Alain Boinet, directeur de l'ONG Solidarités, si la mobilisation des donateurs pour les victimes du tsunami a été exceptionnelle, elle est médiocre pour celles du tremblement de terre du Cachemire.

Il y a un an, le tsunami en Asie du Sud-Est a provoqué un élan de générosité sans précédent dans le monde et en France. Les ONG françaises ont reçu entre 250 et 300 millions d'euros de dons privés. Six mois après cette catastrophe, seulement 10 % de cette somme avaient été utilisés. Aujourd'hui, il reste encore beaucoup d'argent sur les comptes en banque des ONG. La Croix-Rouge française n'a à ce jour dépensé que 16 % des 110 millions d'euros reçus (un tiers des dons en France). Tirant le bilan de l'action humanitaire dans les régions touchées par la vague meurtrière, Alain Boinet, directeur de Solidarités, fait le point.

Un an après le tsunami, quels enseignements tirez-vous de cette tragédie ultramédiatisée ?

Alain Boinet. Nous avons encore des progrès à faire dans l'évaluation de l'aide et la coordination des secours. De nombreuses évaluations locales ont été faites par les différents acteurs de cette crise, mais il nous a manqué des évaluations globales à l'échelle d'un pays. Cela aurait permis de mieux orienter les ONG sur les besoins principaux. Au début, on s'est mobilisé sur les questions de santé, sur la reconstruction d'écoles ou sur le problème des orphelins alors que l'urgence était plutôt au dé-

blaient, à la reconstruction des maisons ou à la remise sur pied du secteur de la pêche. Une évaluation globale permettrait un équilibrage des priorités.

Qui doit la faire ?

Alain Boinet. Logiquement, ce serait aux Nations unies de réaliser cette évaluation globale. L'idéal serait donc que cet organisme international ait un dispositif rapide d'évaluation qui soit mis à la disposition de tous les acteurs. L'aide humanitaire passe par une bonne évaluation des besoins. Quant à la coordination de secours, c'est une question récurrente qui revient sur le tapis après chaque crise. Il est évident qu'elle doit être améliorée.

Vous avez dépensé 75 % des sommes reçues pour le tsunami, un pourcentage très élevé par rapport aux grandes ONG. Comment l'expliquez-vous ?

Alain Boinet. Au 1^{er} novembre, nous avons reçu 6,2 millions d'euros. À la fin de l'année, nous aurons effectivement dépensé 75 % de cette somme. Je dis bien dépensé et non pas engagé. Nous avons reçu très peu de fonds privés : 500 000 euros, soit 8 % du total. Le reste provient de bailleurs institutionnels comme par exemple l'Union européenne. Il n'est pas anodin que pour la première fois la Croix-Rouge française nous ait

accordé des financements sur les fonds qu'elle a reçus. Elle avait besoin de dépenser rapidement et efficacement une partie des dons et a donc décidé de financer les projets de quelques ONG locales et internationales.

La reconstruction d'un pays fait-elle partie des attributions d'une ONG ?

Alain Boinet. Je suis partagé. Nous, nous faisons ce que j'appelle de la reconstruction d'urgence dans des villages. Si nous ne le faisons pas, cela ne sera pas fait avant de très nombreuses années. Mais il est clair que nous ne sommes pas là pour construire des autoroutes ou des aéroports.

Votre association est également présente au Pakistan. Comment expliquez-vous le peu d'empressement des donateurs pour cette catastrophe ?

Alain Boinet. Entre le tsunami et le séisme au Pakistan, il est exact que c'est le jour et la nuit. La mobilisation des médias et des donateurs n'a rien à voir avec ce que l'on a connu il y a un an. Pourquoi ? Peu de Français peuvent situer le Pakistan sur une carte. Personne ne passe ses vacances là-bas. En plus de ça, il s'agit de populations musulmanes, que le public a vite fait d'assimiler à tort avec des taliban. Le contexte politique est compliqué. L'absence d'images, due aux difficultés d'accès aux vic-

times, n'a pas favorisé une mobilisation immédiate. Pourtant le séisme au Pakistan est aussi grave que le tsunami. On a 73 000 morts et autant de blessés dans des régions montagneuses coupées du monde en plein hiver. C'est terrible.

Beaucoup de gens risquent encore de mourir. On ne peut pas reprocher aux Français de ne pas se mobiliser. Chacun est libre de donner ou de ne pas donner. Mais on peut le reprocher aux pouvoirs publics. Personnellement, je reproche aux autorités françaises de ne pas avoir mis sur pied une délégation interministérielle, comme après le tsunami. C'est dommage parce que l'on aurait pu rebondir sur cette bonne coordination des acteurs humanitaires en France au moment du tsunami pour leur proposer de faire quelque chose sur le Pakistan. C'est vraiment dommage qu'on ne l'ait pas fait. L'État français a mobilisé 20 millions d'euros pour les ONG lors du tsunami et rien pour les victimes pakistanaises. Nos deux premiers financements pour notre première mission au Pakistan proviennent de l'UNICEF et de la coopération britannique. On n'a pas su capitaliser l'élan de générosité qui est apparu lors du tsunami.

Entretien réalisé par Damien Roustel

www.solidarites.org

Date: 24.12.2005

OJD:

Page: 25

Edition: PRINCIPALE

Suppl.:

Rubrique:

l'Humanité hebdo

